REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail - Justice- Solidarité

MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

DIRECTION DE LA COMPTABILITE NATIONALE

COMPTES NATIONAUX DEFINITIFS 2018, 2019, 2020 ET COMPTES RAPIDES 2021-2024

Note d'analyse

Juin 2025

Table des matières

1. Contexte et justification 2
2. Objectifs de la rénovation des comptes nationaux 2
3. Stratégie accélérée de rattrapage des comptes définitifs 2019 2023 3
4. Stratégie d'estimations rapides des comptes 2021 à 2024 3
4.1. Dispositif d'élaboration des comptes provisoires rapides 3
4.2. Méthodologie 4
5. Principaux résultats obtenus 4
6. Changements majeurs 6
7. Impacts sur l'économie nationale 7
8. Principales caractéristiques de l'économie guinéenne 8
9. Perspectives 9
10. Tableaux annexes 10

1. Contexte et justification

Le Gouvernement guinéen a renforcé les capacités de l'Institut National de la Statistique (INS) dans la coordination du Système Statistique National (SSN), en modernisant les méthodologies de productions des statistiques, afin de répondre aux exigences des agendas internationaux (Agenda 2030 des Nations Unies et Agenda 2063 de l'Union Africaine).

L'INS mène des enquêtes et des recensements pour améliorer la qualité des statistiques économiques et sociales. Une attention particulière est portée à l'amélioration des comptes nationaux, cruciaux pour le suivi des activités économiques.

L'évolution de l'économie guinéenne, marquée par des investissements accrus et des changements structurels dans les secteurs agricole, minier et industriel, exige une mise à jour du système de comptabilité nationale. Ainsi, l'INS a lancé un projet de révision des comptes nationaux, avec 2018 comme nouvelle année de base. Pour accompagner ce changement, il a sollicité l'appui technique de l'Observation Economique et Statistique d'Afrique Sub-saharienne (AFRISTAT), afin d'adopter le Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 2008.

Les résultats issus des travaux du changement d'année de base 2018 des comptes nationaux et de la migration vers le SCN 2008 donnent un PIB de **161 539, 2 milliards de GNF,** contre **106 845,3 milliards de GNF** selon le SCN de 1993 pour l'ancienne base 2006, soit une réévaluation de **51,2 %**. Le gain de **54 693,9 milliards GNF** du niveau du PIB s'explique essentiellement par l'amélioration de la couverture des activités économiques, à travers l'utilisation des sources additionnelles dans plusieurs secteurs, ainsi que l'amélioration des méthodes de calcul conformément aux recommandations du SCN de 2008.

L'analyse de la structure du produit intérieur brut (PIB) en 2018, montre une hausse de 13,5 points de pourcentage du poids du secteur primaire, passant de 22,9 % selon le SCN de 1993 à 36,4 % selon le SCN de 2008. Les poids des secteurs secondaire et tertiaire, sont respectivement de 29 % et 29,1 %, soit des baisses respectives de 4,4 et 6,0 points de pourcentage, en raison de l'importance que le primaire a prise avec la mobilisation de nouvelles sources d'informations sur l'agriculture notamment le Recensement National de l'Agriculture et de l'Elévage.

2. Objectifs de la rénovation des comptes nationaux

L'objectif général est de doter la Guinée d'indicateurs des comptes nationaux pertinents, conformes aux normes internationales et qui reflètent au mieux la structure de l'économie nationale.

De façon spécifique, il s'agit :

- d'actualiser et de consolider le dispositif de collecte de données sources ;
- de migrer vers la nouvelle norme de comptabilité nationale (SCN 2008) ;

- de bâtir une nouvelle structure de l'économie nationale par le changement d'année de base 2018 ;
- de publier une nouvelle série de comptes nationaux à partir de 2018, intégrant l'ensemble des changements intervenus**.**

3. Stratégie accélérée de rattrapage des comptes définitifs 2019-2023

En raison des contraintes de calendrier et de l'ampleur des travaux à réaliser, la stratégie a consisté à mobiliser plusieurs experts au même moment, pour intervenir à des étapes clés du processus d'élaboration des comptes nationaux. Ces interventions se sont déroulées dans le cadre d'ateliers, en vue d'intensifier le renforcement des capacités des comptables nationaux et d'accélérer les travaux. Plus précisément, il s'agissait :

- de mobiliser des experts pour le traitement des sources, les travaux d'analyse et la synthèse finale pour l'année de base 2018 et des années courantes. L'intervention d'experts provenant d'horizons divers a permis de partager leurs expériences et les bonnes pratiques, en vue de relever le défi de l'harmonisation des statistiques sur le continent ;
- d'organiser des ateliers techniques durant les étapes clés du processus. Ces ateliers ont regroupé les comptables nationaux de l'INS et les experts d'AFRISTAT qui ont apporté leur assistance technique dans le cadre du Projet. Ces ateliers ont permis d'atteindre simultanément plusieurs objectifs, entre autres l'accélération des travaux et le renforcement des capacités des cadres.

4. Stratégie d'estimations rapides des comptes 2021 à 2024

4.1. Dispositif d'élaboration des comptes provisoires rapides

Les comptes rapides constituent des estimations provisoires des principaux agrégats économiques selon les optiques de la production et des dépenses. Ces comptes sont établis à partir des données les plus récentes disponibles. Ils sont utilisés en l'absence des comptes nationaux définitifs, afin de fournir une lecture actualisée de l'économie nationale.

Le contexte de mise à jour progressive des comptes nationaux (rattrapage) permet de recourir à ce type d'estimation, les agrégats produits étant progressivement remplacés par les données définitives dès leur disponibilité.

Le dispositif des comptes rapides repose sur une estimation rapide et provisoire des agrégats macroéconomiques d'une période donnée. Il comprend cinq principales composantes :

- la compilation des indices de valeur, de prix et de volume, soit à partir des dispositifs existants, soit à partir des estimations de ces indices à partir des sources de données ;

- la compilation des comptes rapides à prix courants et à prix constants de l'année précédente ;
- la valeur ajoutée des comptes de branche niveau 2 des derniers comptes définitifs disponibles, à prix courants et à prix constants. Ces branches sont regroupées en trois secteurs d'activités : primaire, secondaire et tertiaire ;
- les agrégats de l'optique dépenses des derniers comptes définitifs disponibles, à prix courants et à prix constants ;
- la compilation des séries des agrégats macroéconomiques.

4.2. Méthodologie

Pour l'optique production, des estimations des valeurs ajoutées sont réalisées, en utilisant selon les cas, les indices de valeur, de volume ou de prix jugés proches des branches d'activités. Ces estimations sont faites aussi bien à prix courants qu'à prix constants de l'année précédente. Il s'agit de la méthode de la simple déflation pour les agrégats à prix constants.

Pour l'optique des dépenses, des estimations des agrégats concernés (CF, FBCF, VS, Exportations et Importations) sont réalisées à partir des indices de valeur, de prix et de volumes appropriés.

L'équilibre entre les deux optiques est réalisé en soldant l'écart sur plusieurs agrégats selon les analyses de cohérence réalisées (VA des branches, variation des stocks, CF des ménages et FBCF).

5. Principaux résultats obtenus

Dans le cadre des travaux de changement d'année de base 2018 et de la migration des comptes nationaux selon le SCN 2008, des avancées significatives ont été enregistrées. Ainsi, les comptes nationaux pour les années 2019 et 2020 sont finalisés, tandis que des estimations provisoires ont été effectuées pour les années 2021 à 2024. Ces dernières visent à fournir aux utilisateurs (décideurs, économistes, institutions, etc…) une première estimation du PIB et de ses composantes en attendant les comptes définitifs.

En effet, les résultats de ces travaux donnent pour l'année de base 2018, un PIB de **161 539 milliards GNF selon le** SCN de 2008, contre **106 845 milliards GNF** pour le SCN de 1993, soit une réévaluation de 51,2 %. Cet accroissement s'explique essentiellement par l'amélioration de la couverture des activités économiques ainsi que celle des méthodes de calcul conformément aux recommandations du SCN 2008.

En outre, l'analyse de la structure du Produit Intérieur Brut révèle une prédominance du secteur primaire au cours des années 2018 et 2019, avec des poids respectifs de 36,4 % et 34,5 %. Parallèlement, les secteurs secondaire et tertiaire affichent en 2018 des parts respectives de 29 % et 29,1 %, contre 31,5 % et 28,1% en 2019. Toutefois, sur la période 2020-2024, une réorientation notable de la structure économique est observée, marquée par une forte progression du secteur secondaire, dont le poids

moyen s'élève à 43,5 %, tandis que les secteurs primaire et tertiaire enregistrent des poids moyens, se situant respectivement à 30,2 % et 20,6 %.

Tableau 1 : PIB optique production à prix courants (en milliards de GNF)

Secteurs	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Définitif	*Définitif*	*Définitif*	*Provisoire*	*Estimation*	*Estimation*	*Estimation*
Primaire	58 845	64 977	70 611	*75 211*	*79 516*	*86 921*	*88 927*
Secondaire	46 831	59 394	89 770	*100 239*	*110 221*	*123 007*	*130 774*
Tertiaire	46 938	52 964	51 711	*60 981*	*61 479*	*67 932*	*73 247*
Impôts nets de subventions sur les produits	8 925	10 974	12 296	*13 929*	*15 546*	*17 195*	*18 129*
PIB	161 539	188 309	224 388	*250 360*	*266 762*	*295 056*	*311 077*

En ce qui concerne les emplois, il ressort du tableau, ci-après, qu'en 2018, les consommations finales des ménages constituent la principale utilisation du PIB (62,4 %). Les poids de la FBCF et de la variation des stocks se situent respectivement à 20,3 % et 10,1 %.

Tableau 2 : PIB optique emploi à prix courants (en milliards de GNF)

Branche	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Définitif	*Définitif*	*Définitif*	*Estimation*	*Estimation*	*Estimation*	*Estimation*
CONSOMMATION FINALE	114 087	136 319	151 417	*156 939*	*175 560*	*178 997*	*192 177*
CF Menages	100 795	122 624	134 947	*140 543*	*159 554*	*161 638*	*172 554*
CF APU	13 111	13 489	16 271	*16 166*	*15 745*	*17 069*	*19 311*
CF ISBLSM	180	206	199	*230*	*261*	*289*	*312*
F.B.C.F	32 849	38 310	31 035	*30 401*	*48 867*	*68 845*	*72 020*
VARIATION DES STOCKS	16 372	8 473	9 396	*6 145*	*- 4 076*	*1 774*	*1 284*
ACQUISITION OBJETS VALEUR	11	12	13	*15*	*17*	*19*	*20*
EXPORTATIONS	36 288	41 205	86 048	*99 960*	*89 243*	*87 372*	*87 666*
IMPORTATIONS	38 068	36 010	53 520	*43 100*	*42 849*	*41 950*	*42 092*
PIB	**161 539**	**188 309**	**224 388**	***250 360***	***266 762***	***295 056***	***311 077***

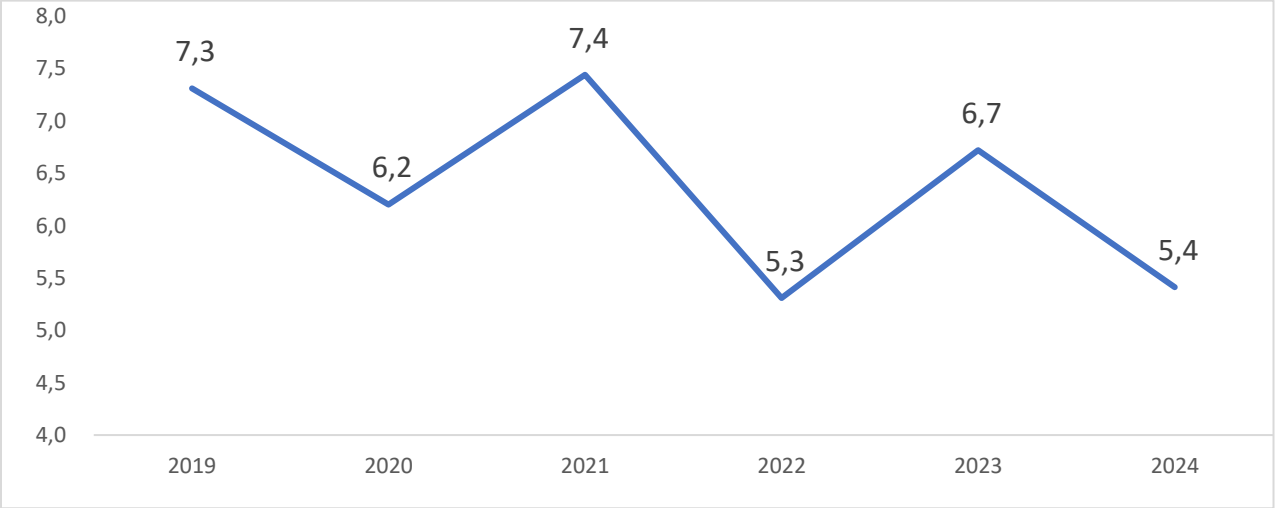
Par ailleurs, les PIB en volume de 2019 et 2020 se chiffrent respectivement à **173 351 et 199 985 milliards GNF,** soit une croissance de 6,2 % en 2020, contre 7,3 % en 2019.

Du côté de l'offre, la croissance enregistrée en 2020 est portée essentiellement par le secteur secondaire qui a enregistré une évolution de 24,7 % et une contribution de 7,8 points à la croissance globale. Cette dynamique s'explique notamment par la bonne tenue des industries extractives. Les secteurs primaire et tertiaire ont contribué respectivement à hauteur de 0,8 et - 3,8 points de pourcentage. La contribution négative du tertiaire pourrait être liés aux effets de la pandémie de Covid-19.

Du côté de la demande, la croissance a été soutenue principalement par les exportations (avec une contribution de 15,6 points de pourcentages au PIB), traduisant une forte demande extérieure notamment pour les produits miniers. De plus, la consommation finale a connu une hausse de 6,3 %, avec une contribution de 4,6 points de pourcentages au PIB.

Sur la période de 2021 à 2024, le taux de croissance s'établit en moyenne à 6,2 %, traduisant une dynamique globale soutenue de l'activité économique. Cette progression est principalement impulsée par le secteur secondaire, dont la contribution moyenne à la croissance s'élève à 2,3 points de pourcentages, témoignant de son rôle moteur de l'économie guinéenne. Par ailleurs, les secteurs primaire et tertiaire apportent des contributions moyennes respectives de 2,0 points et 1,4 points, soulignant leur participation significative à la trajectoire de croissance observée durant cette période.

Graphique 1 : Evolution de la **c**roissance économique (en %)



6. Changements majeurs

La révision de l'année de base 2018 a entraîné une augmentation du niveau du PIB de 51,2 %. Cette révision a tenu compte de l'amélioration de la couverture sectorielle, de la réévaluation de certaines activités et de l'intégration de nouveaux actifs comme la recherche-développement et les logiciels. Cette situation a modifié l'appréciation globale de la richesse nationale passant de **106 845, 292** milliards GNF **à 161 539, 157** milliards GNF pour l'année 2018.

La hausse des **51,2%** du PIB s'explique par :

- une large couverture des activités économiques avec une contribution de +49,7 %, due à la prise en compte des données sources telles que les résultats du Recensement National de l'Agriculture et de l'Elevage (RNAE) retropolés pour l'année 2018, de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM), de l'Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel en Guinée (ENESIG) et des enquêtes spécifiques (l'exploitation artisanale de l'or et du diamant, l'extraction du sable, du gravier, du granite et du sel, le transport informel) réalisées pour les besoins de la rénovation des comptes

nationaux. Il convient de signaler que les données améliorées de l'agriculture avec plus de détails sur les spéculations agricoles ont fortement contribué à la hausse du PIB ;

- la mise en œuvre des recommandations du SCN 2008 avec une contribution de +1,7 % est due à l'amélioration du calcul de la production des services d'assurance dommages, à l'affinement de la méthode de calcul des services d'intermédiation financière indirectement mesurés et sa répartition, à la clarification de la production de la banque centrale et à la prise en compte des activités de Recherche et développement. Quant aux dépenses militaires, aucune indication n'a été donnée dans la situation d'exécution du Budget de l'Etat, en vue d'identifier clairement les éléments à considérer comme investissements ;
- le retraitement des données des impôts et taxes nets de subvention avec une contribution de -0,3%, due à l'alignement sur le manuel de statistiques de finances publiques 2001, à une codification plus affinée et une mise en cohérence des informations fournies.

7. Impacts sur l'économie nationale

Le changement de l'année de base des comptes nationaux à 2018 soutenu par l'élaboration des comptes nationaux selon le SCN 2008 est une réforme majeure engagées par le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale, à travers l'INS. Il vise à améliorer la qualité, la pertinence et la comparabilité des statistiques économiques.

Ces ajustements ont plusieurs impacts sur la mesure et l'analyse de la performance économique du pays notamment sur :

- le changement dans la structure sectorielle de l'économie ;
- l'amélioration de la qualité et de la fiabilité des données macroéconomiques ;
- le réajustement des ratios macroéconomiques ;
- l'amélioration de la conformité aux normes internationales et aux bonnes pratiques en vigueur ;
- l'actualisation de la base des données macroéconomiques pour la planification et la prise de décision.

Du changement dans la structure sectorielle de l'économie

Le SCN 2008 a conduit à une repondération des secteurs économiques. Certains secteurs, autrefois sous-évalués (comme les TIC, les services) ont vu leur contribution au PIB augmenter, tandis que d'autres contributions sont revues à la baisse.

En effet, la structure du PIB révèle une prédominance du secteur primaire au cours des années 2018 et 2019, avec des poids respectifs de 36,4 % et 34,5 %. Parallèlement, les secteurs secondaire et tertiaire affichent en 2018 des parts respectives de 29 % et 29,1 %, contre 31,5 % et 28,1 % en 2019. Il faut néanmoins noter que depuis 2020, le secteur secondaire s'impose comme le moteur principal de l'économie guinéenne, sous l'impulsion des industries extractives dont la contribution au PIB s'est significativement accrue.

De l'amélioration de la qualité et de la fiabilité des données macroéconomiques

La mise à jour de l'année de la base des comptes nationaux a permis d'intégrer des données plus récentes, issues des enquêtes économiques, notamment le RNAE, l'EHCVM, l'ENESIG, les enquêtes spécifiques et de nouvelles sources administratives. Elle a permis ainsi de mieux refléter la structure actuelle de l'économie nationale, notamment avec la revalorisation des secteurs sous-estimés dans le SCN de 93 (économie numérique, services financiers, secteur informel, etc.).

Du réajustement des ratios macroéconomiques

Avec l'augmentation du niveau du PIB, certains indicateurs de l'économie nationale seront réajustés, notamment le taux d'endettement (dette publique/PIB), le taux de pression fiscale (recettes fiscales/PIB), le taux d'investissement (FBCF/PIB) et le revenu par tête d'habitant (PIB/Population).

Globalement cela peut améliorer la perception de la soutenabilité des finances publiques et la crédibilité économique de notre pays auprès des partenaires techniques et financiers et institutions internationales.

De la conformité aux normes internationales

La migration vers le SCN 2008 a permis de se conformer aux standards internationaux en matière d'élaboration des comptes nationaux et d'assurer une meilleure comparabilité des statistiques économiques de notre pays avec celles des autres. En effet, elle a permis d'intégrer les recommandations méthodologiques sur la production, les actifs non financiers, les opérations financières et la sectorisation des institutions économiques.

De l'actualisation de la base des données macroéconomiques pour la planification et la prise de décisions

Les comptes nationaux réévalués selon le SCN 2008, plus proches de la réalité économique actuelle, fournissent une base solide pour l'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques publiques, notamment le programme **SIMANDOU 2040** et permettent d'identifier plus précisément les leviers de croissance, les vulnérabilités économiques et les priorités d'investissement dans le pays.

8. Principales caractéristiques de l'économie guinéenne

Les principales caractéristiques qui ressortent des nouveaux résultats des comptes 2018 à 2024 sont :

- une économie fortement soutenue par les activités agricoles et minières ;
- un changement important de structure (prédominance du primaire entre 2018 et 2019), mais qui s'inverse très vite sur la période (Prédominance du secondaire à partir de 2020), compte tenu de l'intensification des activités minières (exploitation, exploration, autres activités de soutien) avec les créations d'entreprises minières, l'octroi de permis miniers, etc. ;
- le faible poids du secteur public, avec un niveau d'environ 5 % par rapport au PIB ;
- le niveau des investissements relativement faible (inférieur à 25 %) sur la période 2018 à 2024 ;

- la résilience de l'économie nationale (cas de l'année 2020 avec la Covid-19), fortement soutenue par l'agriculture et le secteur minier (croissance moyenne sur la période supérieure à 6 %).

9. Perspectives

Les perspectives portent sur les travaux :

- de rattrapage des comptes définitifs des années 2021, 2022, 2023 et 2024 ;
- de rétropolation de la série des compte nationaux sur la période 2006-2017;
- d'élaboration des comptes régionaux, de la matrice de comptabilité sociale (MCS), des comptes satellites, etc.

10. Tableaux annexes

Tableau 3 : Agrégats macroéconomique

Autres agrégats macroéconomiques	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
	Définitif	***Définitif***	***Définitif***	***Provisoire***	***Estimation***	***Estimation***	***Estimation***
PIB (en millions GNF)	161 539 157	188 309 424	224 388 157	250 360 296	266 762 491	295 055 823	311 076 517
PIB (en millions de $)	*17 927*	*20 503*	*23 459*	*25 658*	*30 686*	*34 668*	*36 428*
Taux de croissance (en %)		7,3	6,2	7,4	5,3	6,7	5,4
Population totale RGPH3	11 883 516	12 218 357	12 559 623	*12 898 733*	*13 246 999*	*13 604 668*	*13 971 994*
PIB par tête (en millions GNF)	13,6	15,4	17,9	19,4	20,1	21,7	22,3
PIB par tête (en $)	1 509	1 678	1 868	1 989	2 316	2 548	2 607
Consommation finale des ménages par tête (en GNF)	9,6	11,2	12,1	12,2	13,3	13,2	13,8
Consommation finale des ménages / PIB (en %)	70,6	72,4	67,5	62,7	65,8	60,7	61,8
Consommation finale Publique / PIB (en %)	8,1	7,2	7,3	6,5	5,9	5,8	6,2
Consommation finale des ISBLSM / PIB (en %)	0,11	0,11	0,09	0,09	0,10	0,10	0,10
Formation Brute du capital Fixe/ PIB (en %)	20,3	20,3	13,8	12,1	18,3	23,3	23,2
Investissement total /PIB (en %)	30,5	24,8	18,0	14,6	16,8	23,9	23,6
Exportations /PIB (en %)	22,5	21,9	38,3	39,9	33,5	29,6	28,2
Importations / PIB (en %)	23,6	19,1	23,9	17,2	16,1	14,2	13,5
Taux de couverture du commerce extérieur (Exportations/Importations) (en %)	95,3	114,4	160,8	231,9	208,3	208,3	208,3
Degré d'ouverture de l'économie ((Exportations + Importations) /2) /PIB (en %)	23,0	20,5	31,1	28,6	24,8	21,9	20,9
Taux de pression fiscale (en %)	8,1	8,3	7,3	7,6	7,9	7,9	9,1
Deflateur du PIB	100,00	108,63	112,20	103,85	101,18	103,64	100,02
L'indice national harmonisé des prix à la consommation	1,10	1,09	1,11	1,13	1,10	1,08	1,05
Poids du secteur primaire (en %)	36,4	34,5	31,5	30,0	29,8	29,5	28,6
Poids du secteur secondaire (en %)	29,0	31,5	40,0	40,0	41,3	41,7	42,0
Poids du secteur tertiaire (en %)	29,1	28,1	23,0	24,4	23,0	23,0	23,5
Croissance du secteur primaire (en %)		3,0	2,4	9,9	6,9	2,5	7,3
Croissance du secteur secondaire (en %)		9,0	24,7	2,9	7,0	9,6	3,4
Croissance du secteur tertiaire (en %)		10,4	-13,4	9,8	0,6	7,1	6,6
Contribution du secteur primaire (en %)		1,1	0,8	3,1	2,1	0,8	2,2
Contribution du secteur secondaire (en %)		2,6	7,8	1,2	2,8	4,0	1,4
Contribution du secteur tertiaire (en %)		3,0	-3,8	2,3	0,2	1,6	1,5
Taux de change moyen de la BCRG (GNF/US $)	9 011	9 184	9 565	9 758	8 693	8 511	8 540
Recettes fiscales (en millions de GNF) du TOFE	13 017 997	15 677 219	16 330 145	19 051 584	21 022 092	23 265 592	28 398 959
PIB (en millions de GNF selon le SCN 1993)	106 845 292	123 457 571	134 759 514	159 335 814	170 313 174	190 694 099	215 255 183
Taux de pression fiscale selon le SCN93 (en %)	12,2	12,7	12,1	12,0	12,3	12,2	13,2
Taux de pression fiscale selon le SCN2008 (en %)	8,1	8,3	7,3	7,6	7,9	7,9	9,1
Taux de réévaluation du PIB (en %)	51,2	52,5	66,5	57,1	56,6	54,7	44,5

Tableau 4 : Valeurs ajoutées par branches d'activités, Valeurs courantes (en millions de GNF)

Branches	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Définitif	*Définitif*	*Définitif*	*Provisoire*	*Estimation*	*Estimation*	*Estimation*
Primaire	**58 844 916**	**64 977 470**	**70 610 709**	**75 211 469**	**79 516 201**	**86 920 756**	**88 926 930**
Agriculture et activités annexes	44 850 298	50 202 638	53 288 271	**54 226 490**	**54 515 319**	**63 589 193**	**63 807 856**
ELEVAGE ET CHASSE	8 791 601	6 824 181	8 810 797	**10 736 808**	**11 480 804**	**12 035 732**	**12 436 076**
SYLVICULTURE, EXPLOITATION FORESTIERE ET SERVICES DE SOUTIEN	1 835 040	2 596 002	3 401 730	**3 868 152**	**3 819 205**	**4 485 815**	**5 052 695**
PECHE, PISCICULTURE ET AQUACULTURE	3 367 977	5 354 649	5 109 911	**6 380 019**	**9 700 873**	**6 810 016**	**7 630 303**
Secondaire	**46 831 017**	**59 393 958**	**89 770 043**	**100 238 895**	**110 220 673**	**123 007 408**	**130 773 784**
Activités extractives	25 934 709	27 331 045	62 504 086	**68 588 930**	**72 458 196**	**74 100 460**	**77 545 008**
Fabrication de produits ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABACS	6 077 225	11 602 636	10 317 526	**12 856 200**	**14 153 029**	**16 486 573**	**16 561 576**
TEXTILE, ARTICLE D'HABILLEMENT, CUIR & ART EN CUIR	1 377 758	1 727 927	1 621 067	**1 621 439**	**1 838 830**	**1 859 731**	**1 846 464**
TRAVAIL DU BOIS ET ACTIVITES CONNEXES	453 807	468 233	605 039	**778 173**	**1 347 450**	**1 347 450**	**1 310 268**
RAFFINAGE PETROLIER, COKEFACTION	31 759	34 806	23 736	**17 347**	**15 274**	**15 274**	**11 405**
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES, PHARMACEUTIQUES ET D'ARTICLES EN CAOUTCHOUS ET MATIERE PLASTIQUE	1 889 182	2 411 000	2 549 115	**2 846 873**	**2 886 957**	**3 621 585**	**3 355 928**
FAB D'AUTRES PRODUITS MINERAUX NON METALLIQUES	973 185	1 021 042	977 336	**987 455**	**987 455**	**987 455**	**1 038 021**
METALLURGIE ET FABRICATION D'OUVRAGES EN METAUX	1 552 716	1 794 073	1 369 296	**1 744 410**	**1 744 410**	**1 808 051**	**2 339 771**
FABRICATION DE MACHINES ET D'EQUIPEMENTS	487	911	1 398	**1 096**	**1 096**	**1 136**	**1 470**
FABRICATION DE MACHINES ET D'EQUIPEMENTS NCA	2 101 974	2 259 771	2 239 805	**2 442 165**	**2 442 165**	**2 522 201**	**3 127 988**
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET SUPPORTS ENERGETIQUES	553 197	1 000 393	1 022 865	**1 109 708**	**1 109 708**	**1 448 447**	**1 566 303**
CAPTAGE, TRAITEMENT ET DISTRIBUTION D'EAU	322 826	319 095	323 467	**303 926**	**308 610**	**329 920**	**354 698**
CONSTRUCTION	5 562 192	9 423 026	6 215 307	**6 941 173**	**10 927 494**	**18 479 123**	**21 714 882**
Tertiaire	**46 937 846**	**52 963 654**	**51 710 974**	**60 980 775**	**61 479 167**	**67 932 325**	**73 246 811**
COMMERCE ET REPARATION DE VÉHICULES, DE MOTOCYCLES ET ACCESSOIRES	14 813 503	17 311 653	15 645 085	**19 904 863**	**20 528 378**	**21 555 304**	**23 076 783**
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	5 713 904	5 699 398	5 224 929	**5 366 795**	**5 709 146**	**5 583 719**	**5 512 503**
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	2 370 534	2 350 604	1 290 854	**1 447 703**	**1 335 606**	**2 076 007**	**2 417 806**
INFORMATION ET COMMUNICATION	3 247 584	4 228 754	3 547 523	**4 752 768**	**4 374 211**	**4 918 280**	**5 266 218**
ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE	3 266 886	4 596 925	5 239 510	**6 117 992**	**6 390 223**	**8 312 006**	**9 846 142**
ACTIVITES IMMOBILIERES	4 535 459	4 825 732	4 907 804	**5 471 130**	**5 999 256**	**6 420 387**	**6 862 458**
ACTIVITES PROFESSIONNELLES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	2 192 974	2 702 257	1 716 637	**1 671 650**	**1 691 783**	**1 729 453**	**2 113 226**
ACTIVITES DE SERVICES DE SOUTIEN ET DE BUREAU	758 171	701 870	497 809	**633 154**	**602 498**	**725 915**	**506 953**

Branches	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Définitif	*Définitif*	*Définitif*	*Provisoire*	*Estimation*	*Estimation*	*Estimation*
ACTIVITES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	4 578 131	3 629 358	7 123 861	**7 255 909**	**6 904 588**	**7 621 409**	**8 127 112**
EDUCATION	2 394 130	2 684 840	2 671 612	**3 545 875**	**2 924 013**	**3 227 578**	**3 441 738**
SANTE ET ACTIVITÉS D'ACTION SOCIALE	1 255 185	1 593 323	1 185 755	**1 753 619**	**1 753 619**	**2 218 259**	**2 335 629**
ARTS, SPECTACLES ET LOISIRS	156 706	577 397	510 038	**561 578**	**586 551**	**586 551**	**586 551**
ACTIVITES DOMESTIQUES	46 173	47 474	48 803	**80 209**	**86 039**	**94 972**	**101 273**
AUTRES SERVICES N.C.A.	1 608 506	2 014 069	2 100 754	**2 417 530**	**2 593 258**	**2 862 485**	**3 052 420**
AJUSTEMENT CAF/FAB	0	0	0	**0**	**0**	**0**	**0**
CORRECTION TERRITORIALE	0	0	0	**0**	**0**	**0**	**0**
PRODUITS EN ATTENTE DE NIVEAU 1	0	0	0	**0**	**0**	**0**	**0**
Total	**152 613 779**	**177 335 082**	**212 091 726**	**236 431 139**	**251 216 042**	**277 860 489**	**292 947 525**
Impôts nets de subventions sur les produits	8 925 378	10 974 342	12 296 431	**13 929 157**	**15 546 449**	**17 195 334**	**18 128 992**
PIB	**161 539 157**	**188 309 424**	**224 388 157**	**250 360 296**	**266 762 491**	**295 055 823**	**311 076 517**

Tableau 5 : Valeurs ajoutées par branches d'activités selon l'optique dépense, valeurs courantes

Branches	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Définitif	*Définitif*	*Définitif*	*Provisoire*	*Estimation*	*Estimation*	*Estimation*
CONSOMMATION FINALE	**114 086 591**	**136 318 682**	**151 416 636**	**156 938 887**	**175 559 871**	**178 996 535**	**192 177 118**
CF Ménages	100 795 386	122 624 056	134 947 046	**140 543 240**	**159 553 840**	**161 638 443**	**172 554 332**
CF APU	13 111 088	13 488 662	16 270 808	**16 165 741**	**15 745 027**	**17 069 076**	**19 310 815**
CF ISBLSM	180 117	205 964	198 782	**229 906**	**261 004**	**289 017**	**311 972**
FBCF	**32 849 126**	**38 310 211**	**31 034 943**	**30 401 061**	**48 867 154**	**68 845 434**	**72 020 410**
VARIATION DES STOCKS	**16 371 771**	**8 473 476**	**9 396 101**	**6 145 284**	**- 4 075 804**	**1 773 845**	**1 284 427**
ACQUISITION OBJETS VALEUR	**11 267**	**12 499**	**12 849**	**14 860**	**16 870**	**18 681**	**20 164**
EXPORTATIONS	**36 288 170**	**41 204 739**	**86 047 697**	**99 960 213**	**89 243 473**	**87 371 691**	**87 666 134**
IMPORTATIONS	**38 067 768**	**36 010 183**	**53 520 069**	**43 100 009**	**42 849 074**	**41 950 362**	**42 091 735**
PIB	**161 539 157**	**188 309 424**	**224 388 157**	**250 360 296**	**266 762 491**	**295 055 823**	**311 076 517**

Tableau 6 : Valeurs ajoutées par branches d'activités, volumes aux prix de l'année précédente (en millions de GNF)

Branches	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Définitif	*Définitif*	*Définitif*	*Provisoire*	*Estimation*	*Estimation*	*Estimation*
Primaire	**58 844 916**	**60 619 478**	**66 557 119**	**77 611 572**	**80 380 529**	**81 520 525**	**93 287 470**
Agriculture et activités annexes	44 850 298	47 736 840	52 270 518	**57 823 127**	**60 505 097**	**56 627 653**	**69 462 193**
ELEVAGE ET CHASSE	8 791 601	6 935 258	6 702 160	**10 205 420**	**11 299 808**	**11 466 539**	**11 962 606**
SYLVICULTURE, EXPLOITATION FORESTIERE ET SERVICES DE SOUTIEN	1 835 040	1 948 041	2 685 154	**3 573 854**	**3 857 911**	**3 725 460**	**5 052 655**
PECHE, PISCICULTURE ET AQUACULTURE	3 367 977	3 999 339	4 899 287	**6 009 171**	**4 717 712**	**9 700 873**	**6 810 016**
Secondaire	**46 831 017**	**51 050 712**	**74 044 723**	**92 404 316**	**107 238 119**	**120 764 256**	**127 176 080**
Activités extractives	25 934 709	24 939 497	49 566 484	**62 317 034**	**76 436 770**	**81 450 010**	**73 442 986**
Fabrication de produits ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABACS	6 077 225	7 839 664	11 302 682	**10 930 428**	**12 424 955**	**15 115 879**	**19 114 826**
TEXTILE, ARTICLE D'HABILLEMENT, CUIR & ART EN CUIR	1 377 758	1 493 235	1 472 663	**1 714 793**	**1 617 139**	**1 837 835**	**1 857 022**
TRAVAIL DU BOIS ET ACTIVITES CONNEXES	453 807	461 077	591 515	**781 198**	**492 680**	**862 369**	**2 540 373**
RAFFINAGE PETROLIER, COKEFACTION	31 759	34 873	25 335	**32 381**	**21 351**	**16 176**	**13 437**
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES, PHARMACEUTIQUES ET D'ARTICLES EN CAOUTCHOUS ET MATIERE PLASTIQUE	1 889 182	1 974 839	2 437 581	**2 896 830**	**2 733 509**	**2 983 363**	**3 497 735**
FAB D'AUTRES PRODUITS MINERAUX NON METALLIQUES	973 185	869 803	959 499	**1 044 203**	**1 006 254**	**1 054 922**	**1 028 390**
METALLURGIE ET FABRICATION D'OUVRAGES EN METAUX	1 552 716	1 959 772	1 501 243	**1 517 027**	**1 585 615**	**1 901 200**	**2 208 547**
FABRICATION DE MACHINES ET D'EQUIPEMENTS	487	374	1 359	**1 207**	**614**	**1 096**	**114**
FABRICATION DE MACHINES ET D'EQUIPEMENTS NCA	2 101 974	2 165 374	2 241 898	**2 505 398**	**2 314 232**	**2 290 710**	**2 596 829**
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET SUPPORTS ENERGETIQUES	553 197	992 826	1 055 457	**998 356**	**1 227 502**	**1 264 683**	**1 318 287**
CAPTAGE, TRAITEMENT ET DISTRIBUTION D'EAU	322 826	319 367	318 955	**330 795**	**304 183**	**311 905**	**312 360**
CONSTRUCTION	5 562 192	8 000 011	2 570 052	**7 334 666**	**7 073 314**	**11 674 108**	**19 245 174**
Tertiaire	**46 937 846**	**51 805 061**	**45 876 040**	**56 789 495**	**61 363 869**	**65 817 859**	**72 436 797**
COMMERCE ET REPARATION DE VÉHICULES, DE MOTOCYCLES ET ACCESSOIRES	14 813 503	16 151 886	17 786 453	**17 996 990**	**20 528 378**	**20 672 785**	**23 503 148**
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	5 713 904	5 305 340	2 460 979	**6 181 782**	**5 971 864**	**5 530 438**	**5 492 350**
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	2 370 534	2 567 660	765 765	**1 056 623**	**1 123 754**	**2 034 356**	**2 370 493**
INFORMATION ET COMMUNICATION	3 247 584	4 306 690	3 473 068	**4 887 472**	**5 009 923**	**4 917 381**	**5 266 832**
ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE	3 266 886	4 188 552	4 571 409	**5 363 531**	**6 390 223**	**8 273 258**	**9 834 637**
ACTIVITES IMMOBILIERES	4 535 459	4 792 481	4 856 887	**5 055 258**	**5 621 285**	**6 162 456**	**6 593 545**
ACTIVITES PROFESSIONNELLES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	2 192 974	2 456 652	1 728 353	**1 776 221**	**1 691 783**	**1 727 472**	**2 112 588**

Branches	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Définitif	*Définitif*	*Définitif*	*Provisoire*	*Estimation*	*Estimation*	*Estimation*
ACTIVITES DE SERVICES DE SOUTIEN ET DE BUREAU	758 171	708 616	565 639	**607 827**	**615 932**	**725 915**	**506 953**
ACTIVITES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	4 578 131	5 009 220	3 768 551	**6 075 212**	**6 858 862**	**7 052 309**	**7 409 417**
EDUCATION	2 394 130	2 611 092	2 353 879	**3 177 386**	**2 904 649**	**3 144 187**	**3 347 357**
SANTE ET ACTIVITÉS D'ACTION SOCIALE	1 255 185	1 274 840	1 101 988	**1 633 291**	**1 742 006**	**2 126 067**	**2 283 734**
ARTS, SPECTACLES ET LOISIRS	156 706	518 722	514 458	**571 843**	**586 551**	**581 993**	**584 077**
ACTIVITES DOMESTIQUES	46 173	50 144	48 803	**50 162**	**81 389**	**92 215**	**99 884**
AUTRES SERVICES N.C.A.	1 608 506	1 863 166	1 879 808	**2 355 897**	**2 237 273**	**2 777 026**	**3 031 783**
AJUSTEMENT CAF/FAB	0	0	0	**0**	**0**	**0**	**0**
CORRECTION TERRITORIALE	0	0	0	**0**	**0**	**0**	**0**
PRODUITS EN ATTENTE DE NIVEAU 1	0	0	0	**0**	**0**	**0**	**0**
Total	**152 613 779**	**163 475 251**	**186 477 882**	**226 805 383**	**248 982 516**	**268 102 640**	**292 900 347**
Impôts nets de subventions sur les produits	8 925 378	9 875 477	13 506 995	**14 278 235**	**14 668 612**	**16 591 472**	**18 126 073**
PIB 1	**161 539 157**	**173 350 728**	**199 984 877**	**241 083 618**	**263 651 128**	**284 694 112**	**311 026 420**

Tableau 7 : Valeurs ajoutées par branches d'activités selon l'optique dépense, volumes aux prix de l'année précédente

Branches	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Définitif	*Définitif*	*Définitif*	*Provisoire*	*Estimation*	*Estimation*	*Estimation*
CONSOMMATION FINALE	**114 086 591**	**125 083 908**	**144 919 482**	**155 357 630**	**160 767 205**	**166 005 509**	**182 071 401**
CF Menages	100 795 386	110 658 964	28 858 043	**140 763 643**	**144 890 234**	**149 942 897**	**164 169 090**
CF APU	3 111 088	14 228 250	15 881 709	**14 389 808**	**15 640 755**	**15 794 508**	**17 605 500**
CF ISBLSM	180 117	196 694	179 730	**204 179**	**236 216**	**268 104**	**296 811**
F.B.C.F	**32 849 126**	**35 253 163**	**27 748 201**	**28 290 470**	**31 631 475**	**43 492 811**	**62 289 607**
VARIATION DES STOCKS	**16 371 771**	**8 207 437**	**12 021 964**	**3 618 115**	**- 2 379 396**	**2 305 639**	**207 891**
ACQUISITION OBJETS VALEUR	**11 267**	**12 794**	**13 152**	**13 209**	**15 268**	**17 329**	**19 184**
EXPORTATIONS	**36 288 170**	**39 921 113**	**70 651 265**	**92 168 752**	**113 828 379**	**103 306 819**	**98 324 511**
IMPORTATIONS	**38 067 768**	**35 127 687**	**55 369 187**	**38 364 558**	**40 211 804**	**30 433 994**	**31 886 175**
PIB 2	**161 539 157**	**173 350 728**	**99 984 877**	**241 083 618**	**263 651 128**	**284 694 112**	**311 026 420**